

LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI^e)

Abonnement Trimestriel : France : 10 fr. — Etranger : 15 fr.

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

1^{re} ANNÉE | N° 5 |

15 JUILLET 1924

| PRIX : 2 FR.

POUR LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

A quoi sert-elle ?

Dans le même temps, MM. Edouard Herriot et Ramsay Mac Donald ont paru d'accord pour souhaiter un renforcement de l'autorité et des moyens d'action de la Société des Nations. Voilà qui est de bon augure. Nous souhaitons ici que les volontés conjuguées des deux premiers ministres aient raison de l'hostilité que rencontre dans le monde l'idée de société des Nations. Car il est bien entendu, n'est-ce pas, que la Société des Nations de Genève n'est qu'une parodie très incertaine de ce que devrait être la véritable Société des Nations, telle que l'avaient rêvée ses protagonistes, bafoués dont j'ose me flatter d'avoir été. L'honorable président Wilson lui a dû l'impopularité dont il a joui en France. M. Ed. Herriot ne lui devra pas moins.

Mais la Société des Nations sortira grandie de cette opposition. Quand on aura compris, comme désormais on le comprend dans les cercles des gouvernements français et britannique, que point ne suffit de promulguer des traités et des conventions pour assurer la paix, on saura qu'il faut d'abord assurer l'efficacité de ces conventions ou traités par une ferme volonté. C'est ce qui peut manquer le plus, pour l'heure, et un peu partout aux gouvernements comme aux gouvernés. Il est heureux que MM. Herriot et Mac Donald fassent exception à cette volonté quasi universelle contre laquelle a protesté, le 11 mai dernier, la majorité du peuple français.

On le voit bien, que la Société des Nations n'existe pas, quand elle refuse, au nom même du pacte qui a feint de la créer, d'examiner des problèmes aussi pressants, aussi douloureux, que ceux qui se posent en Slovaquie, en Arménie, en Catalogne et ailleurs. Impuissante à mettre fin aux massacres, aux brimades officielles, aux abus des pouvoirs centraux, l'illusoire association dont le siège est à Genève ne recherche même point les moyens de venir en aide aux peuples martyrs. L'usurpateur Primo de Rivera, l'usurpateur Mussolini, et les autres, lui semblent aussi respectables que les chefs de gouvernement mandatés par le suffrage universel librement exprimé.

Cette situation d'impuissance acceptée durera tant que les membres de l'Assemblée internationale des Nations qui se réunissent pompeusement à Genève, chaque septembre, seront délégués par les gouvernements qui les chargent de les y représenter en les munissant d'instructions précises, sans leur laisser aucune liberté d'initiative. Cette situation durera tant que les membres du Conseil de la Société des Nations ne seront que des ambassadeurs investis de pouvoirs limités. Ce que les gouvernements soucieux de fortifier la Société des Nations doivent décider avec promptitude, c'est de soumettre sans retard à l'Assemblée des amendements au Pacte établissant que les membres de cette assemblée doivent être les élus des peuples, au second degré si l'on veut, c'est-à-dire les élus des parlements et que les membres du Conseil seront choisis parmi les députés à l'assemblée. Ainsi s'équilibrerait normalement le statut d'un Parlement indifférent aux intérêts particuliers des nations, qui serait soit le Parlement de l'Europe, soit le Parlement des cinq continents, selon que la Société grouperait l'ensemble des nations de l'univers civilisé ou seulement celles d'un seul continent.

Emanation du Parlement international, le Conseil aurait l'autorité convenable pour prendre des décisions fondées sur le droit universel. Cette autorité, il ne l'a quant au présent que du consentement des gouvernements provisoires, toujours libres de la mépriser, si tel est leur bon plaisir. Il l'a d'autant moins forte que, jusqu'ici, les moyens de faire appliquer ses décisions lui ont été refusés. Les gouvernements impérialistes ne tiennent nullement à installer en face d'eux un pouvoir supérieur à celui qu'ils détiennent. Gageons que ni M. Primo de Rivera, ni M. Mussolini, ni Moustapha Kemal Pacha, ni aucun des dictateurs en fonction ne seraient heureux d'en connaître les constantes menaces. Le maintien de la paix ne serait pas conforme à leurs intérêts. L'arbitrage obligatoire ne ferait pas leurs affaires.

Par surcroît, on comprend très bien que le jour où le conseil de la Société des Nations ne serait plus le conseil syndical des gouvernements, il ne saurait invoquer aucun argument de droit pour se refuser à l'examen d'une requête telle que celle qui lui fut soumise récemment au nom de la Catalogne. Les nationalités

non reconnues de jure seraient représentées comme les autres à l'assemblée. Le Conseil serait leur mandataire, comme il est celui des Etats organisés. Entre les subtilités du fait et du droit, quel argument sérieux pourrait trouver place, dans les décisions du Conseil ? Née pour assurer aux peuples, avec la paix, le droit et la liberté de disposer d'eux-mêmes, la Société des Nations s'en trouve empêchée par son caractère effectif de seconde Conférence des Ambassadeurs. Elle ne peut connaître des problèmes internationaux que lorsqu'ils lui sont soumis par des gouvernements d'Etat et non lorsque la plainte lui vient d'âmes dolentes des blessures distribuées par un despote officiel.

En connaîtrait-elle par d'autres voies, quel moyen aurait-elle de contraindre un associé à respecter les droits d'une minorité ? — Cas plus grave : quelle puissance effective peut-elle mettre à la disposition d'une nation fondée à réclamer son intervention contre une autre nation ? Qui ne voit qu'il faut mettre à la disposition du Conseil de la Société des Peuples — ou à la disposition de l'Assemblée : le cas est à trancher, — la force armée qui pourra faire, par la seule menace de son existence, la police entre les Etats ?

Tous ces problèmes, la Société, si elle veut vivre hors du ridicule et de l'impuissance, devra les résoudre sans retard. Autant les Primo de Rivera et autres Mussolinis s'y montreront opposés, autant des hommes comme Herriot, Mac Donald, Branting et quelques autres, seront heureux de l'y aider. Le prestige de l'organisme international né du Traité de Versailles est à ce prix. Si la Société n'a pas de pouvoirs pour sauvegarder les minorités meurtries, à quoi est-elle bonne ? Le rejet de la requête catalane démontre qu'il existe au sein de la Société des Etats associés capables d'interdire à certaines nationalités de faire entendre leurs revendications. C'est ce qui fera la risée de la Société. C'est ce qui justifie dans une certaine mesure le mépris qu'ont pour elle les admirateurs de la force. C'est à coup sûr ce qui autorise un Primo de Rivera à renouer ses brimades et ses violences. Qu'il dorme tranquille : le syndicat des gouvernements ne saurait l'en empêcher... Mais d'autres événements, bientôt, lui prouveront qu'il n'est rien d'éternel ici bas : pas même l'illusion d'un usurpateur.

F. JEAN-DESTHIEUX.

Les Allemands s'installent en Espagne

Les bruits qui couraient depuis plusieurs mois au sujet de la constitution d'une entreprise Krupp en Espagne, viennent de recevoir confirmation. L'« Union Naval de Levante », dont les principaux actionnaires sont : Krupp, la Compagnie de navigation la « Transmediterranea » et les Chantiers de Tarragone, vient de se constituer. La « Union Naval de Levante » construira surtout des navires de commerce ; mais elle s'occupera aussi de construire des bateaux de guerre, des locomotives et tout ce que Krupp fabrique à Essen.

Les chantiers, annonce *Le Réveil* de Beyrouth, sont commencés dans la « Transmediterranea » à Valence pour y construire des bateaux de 12 mille tonnes. Est-ce vrai ?

Un incident à Toulouse

A Toulouse, le 30 juin, au cours du concert donné à la salle des fêtes de l'Exposition des pays latins pour terminer la fête des costumes pyrénéens, s'est produit un incident passé inaperçu pour la masse du public, mais qui n'en a pas moins une certaine importance au point de vue diplomatique.

Parmi les sociétés chorales prêtant leur concours à cette cérémonie, se trouvait la chorale Déodat de Séverac, dont le directeur est un Catalan expulsé d'Espagne, M. Fonbernat, à Verdaguer. Malgré les observations faites, les dirigeants de la chorale ont voulu faire, à l'occasion de ce concert, une manifestation catalaniste séparatiste.

Dans un programme illustré ils avaient publié un appel violent et injurieux pour l'Espagne et le Directoire et inscrit un discours de M. Macia, député séparatiste et exilé d'Espagne, ainsi que le chant de l'hymne « Los Segadors ». Le maire de Toulouse a interdit la vente de ce programme, le discours de M. Macia et le chant de l'hymne subversif. Les directeurs de la chorale ayant passé outre à l'arrêté municipal, le commissaire central dressa un procès-verbal contre le docteur Soula, professeur à la Faculté de Médecine, président ; Fonbernat, directeur de la chorale, et le député Macia.

(Les Débats.)

Primo de Rivera s'attaque aux écoles primaires

Chaque quinzaine, nous dédions ici, à la conscience européenne et universelle, l'information d'un nouvel acte à reprocher à M. Primo de Rivera, général et dictateur de l'Espagne et de la Catalogne.

Chaque quinzaine nous avons la douleur d'annoncer à nos amis un nouvel acte d'hostilité à l'égard de la nation catalane, généralement adressé à cette intelligence que le soldat rêve de détruire.

Il n'a qu'à continuer. Tant que le dictateur sera maintenu en activité, il conservera des chances d'y réussir.

Sur la grève des étudiants catalans, provoquée par la révocation des professeurs des universités catalanes, à la suite de la fermeture de l'institut du professeur Dwelshauvers, nous avons tout dit déjà. Il n'y a plus désormais d'enseignement supérieur en Catalogne. Il n'y aura bientôt plus d'enseignement du tout, si l'on songe que toute l'œuvre civilisatrice entreprise par la Mancomunidad est mise en péril par le gouvernement des soudards...

Il en va de même des institutions libres, telle l'Association Protectrice de l'Enseignement catalan qui avait vu croître le nombre de ses adhérents dans la proportion du simple au sextuple en cinq ans ; qui groupait, outre 12.000 membres, plus de sept cents adhérents collectifs (associations, journaux, villes, etc.), dont les municipalités les plus importantes de toute la Catalogne.

En créant et en subventionnant des écoles primaires, en publiant des livres d'enseignement, en organisant des colonies de vacances pour les enfants pauvres, en imaginant des concours, en distribuant des pensions d'encouragement, en entretenant un bureau de renseignements ouvert à tous, en promenant des bibliothèques, en offrant aux écoles le matériel dont elles pouvaient avoir besoin, cette association (autrefois plus vivante que la Ligue française de l'Enseignement) a mérité les foudres dictatoriales.

Le 24 juin dernier, sans avis préalable, arbitrairement, selon sa coutume, le Directoire a donné l'ordre de fermer le siège de l'association. Il a fait saisir correspondances, dossiers, livres et fonds par sa police. Les scellés ont été apposés sur les portes.

Résultats : Trente écoles primaires sont privées de leurs subventions ; elles vont disparaître ; cinq colonies de vacances sont désorganisées à la veille des vacances ; les publications scolaires sont interrompues ; les instituteurs n'ont plus de bibliothèque.

Primo de Rivera l'a voulu. C'est ce qu'il appelle gouverner.

J. B.

L'Action du rapprochement universitaire

Le Gouvernement de Catalogne, institué par la loi espagnole de 1905 et supprimé récemment par le Directoire, avait fondé une œuvre intellectuelle admirable, dont on ne trouvait nulle part l'équivalent : l'Université Nouvelle.

Institut de très haute culture d'une part, avec des professeurs d'élite et de riches laboratoires, Université industrielle d'autre part, avec une Ecole du Travail, dans les ateliers de laquelle plus de mille ouvriers venaient chaque soir se perfectionner au point de vue technique et acquérir une solide culture générale dispensée par les professeurs de l'Institut. Cette Université vient d'être détruite. 150 de ces professeurs sont révoqués et jetés sur le pavé. Ses 4.000 étudiants n'y veulent pas rentrer tant que leurs maîtres n'y seront pas eux-mêmes revenus.

Le motif de cet acte arbitraire ? Une marque privée de sympathie adressée à un collègue dont un rapport menaçait le laboratoire et l'enseignement comme inutile (le seul enseignement de psychologie et de pédagogie expérimentales en Espagne, pourtant).

Les révoqués demandent avec angoisse l'appui de l'opinion du monde entier. Pouvons-nous ne pas leur répondre ? C'est pourquoi nous nous permettons de solliciter votre signature en faveur du maintien de l'Université Nouvelle de Barcelone et de ses professeurs déstitués.

Prière de signer et de recueillir le plus grand nombre possible de signatures — les envoyer, ainsi que toute autre communication, au secrétariat du « Rapprochement Universitaire » : Abel Rex, 77, Boulevard Montmorency, Paris-16^e.

Ont déjà adhéré à la présente adresse de sympathie : MM. Alphonse, directeur à l'Ecole des Hautes Etudes ; Jean Appleton, Gustave Aron, Aulard, Baruzi, professeurs ; Barrau-Dihigo, bibliothécaire à la Faculté de pharmacie ; Belot, inspecteur général de l'Instruction publique ; Paul Boyer, administrateur de l'Ecole des langues Orientales ; Charles Brun, Bourgogne, Beaulavon, professeurs ; Bertrand, membre de l'Institut ; Bouglé, professeur ; Professeur Borel, membre de l'Académie des Sciences, député de l'Aveyron ; Bréhier, professeur ; Aimé Berthold, député du Jura ; Brun-

schwig, membre de l'Institut, professeur à la Faculté des Lettres ; Camerlynck, professeur ; Docteur Couchoud ; Claparède, professeur ; Edouard Cornély ; G. Cohen ; H. Delacroix ; Decoster ; Docteur Georges Dumas ; Eisenmann, professeur ; Anatole France, membre de l'Académie Française ; Gabriel Ferrand, ministre plénipotentiaire ; Louis Figueras ; Sir James Frazer ; Professeur Fields (Université de Toronto. E. U.) ; Charles Gide, Guignebert, Gley, Glotz, de l'Institut, professeurs ; Francisca Granier ; Hadamar de l'Institut, Henri Hauser, professeurs ; Ferdinand Hérodol ; Huguet, J.-G. Kergomard, Lalande, membre de l'Institut, Lucien Lévy-Bruhl, membre de l'Institut, Henri Lévy-Bruhl, Legouis, professeurs ; Levi-Civita, professeur à l'Université de Rome, membre de l'Académie dei Lincei, Correspondant de l'Institut de France ; Charles Marie, professeur ; Marcel Mauss, directeur à l'Ecole des Hautes Etudes ; Camille Marbo ; Meillet, de l'Institut, professeur ; Emile Meyerson ; Mornet, Mayer-Lambert, Georges Morizet, professeurs, Confédération générale du Travail, Université du Travail ; André Morizet, maire de Boulogne-sur-Seine ; Morel, député du Tarn ; Comtesse de Noailles ; Pagès, Piéron, Rabache, professeurs ; Salomon Reinach, de l'Institut, directeur du Musée de Saint-Germain ; Renard, professeur ; Docteur Ch. Richey, de l'Institut ; Robin, Rouge, professeurs ; Roy, sénateur du Loiret ; Abel Rey, professeur ; Docteur Sollier, directeur de l'Université Nouvelle de Bruxelles ; Soula, D.-E. Smith, E.-B. Van Vleck, professeurs ; Xavier Léon, directeur de la « Revue de Métaphysique et de morale » ; Fédération de l'Enseignement secondaire et supérieur.

Nous avons reçu communication de l'adresse ci-dessous ; elle émane d'un certain nombre de professeurs catalans. Nous la reproduisons in extenso :

Très honorés Messieurs les professeurs Alphonse, Appleton, Aulard, Belot, Brun, Bertrand, Bouglé, Bréhier, etc.,

Nous avons l'honneur de vous adresser, au nom de tous nos collègues déstitués, ainsi qu'en notre propre nom, l'expression de notre plus vive reconnaissance au sujet de l'adresse rédigée à la suite de votre réunion du 27 mai dernier.

Il en est plusieurs, parmi vous, qui avez pu prendre directement connaissance de l'œuvre à laquelle nous nous sommes activement consacrés, que nous avons laborieusement créée et que nous avons vu grandir et se développer, entourée de la sympathie de la part de nos concitoyens.

C'est pour cette œuvre, qui était l'œuvre de nos amours et de nos enthousiasmes, bien plus encore que pour nous-mêmes, que nous sommes extrêmement sensibles au témoignage de votre généreuse sympathie, de laquelle nous n'avions jamais douté, mais qui, se manifestant en ces moments, acquiert à nos yeux une plus grande valeur.

Tout en vous exprimant encore une fois notre plus vive gratitude, nous vous prions, Messieurs les Professeurs, d'accepter l'hommage de notre admiration et de notre sympathie les plus dévouées.

Un nouveau Melilla

Que se passe-t-il au Maroc, demandait la presse indépendante depuis quinze jours ? Et le Directoire de sévir contre les indiscrets, par le moyen de la censure. Les journaux paraissent avec des blancs. Le *Heroldo* du 4 juillet paraît avec deux colonnes de l'éditorial en blanc.

Le journal *La Veu de Catalunya* s'est vu infliger une suspension de huit jours et une amende de 500 pesetas pour avoir publié un petit détail piquant du récent voyage royal. Le journal *El Girones* a été suspendu un mois pour la même raison. *La Veu de Tarragona* a reçu l'ordre de cesser sa publication. La même décision a été prise contre la *Comarca* d'Olot. On a fait des perquisitions au siège social de l'organisation patriotique catalane *Unió Catalanista*.

Ces mesures, au moment où les généraux Bérenger et Navarro recevaient les félicitations de la Cour de justice, annonçaient de nouveaux désastres ; voilà tout. A Madrid, les troupes alertées demeuraient consignées au quartier ; et l'on ne pouvait dissimuler l'envoi de renforts vers Gibraltar.

La presse française a compris, dès le premier moment, ce que cela pouvait présager. Dès le 7 juillet, dans la *Dépêche* de Toulouse, dédaignant les communiqués officiels de Primo de Rivera et les romans enfantins dont ils étaient nourris, notre confrère Francis Dortet, entre autres, annonçait l'approche du désastre et le désaccord du Dictateur avec les chefs espagnols opérant au Maroc, notamment avec le général Sanjurjo qui ne cesse de protester contre les instructions venues de Madrid.

Le 11 juillet, néanmoins, Primo partait pour le Maroc, soi-disant pour y préparer lui-même la contre-attaque destinée à rétablir la situation... telle qu'elle était, si possible, avant les échecs successifs et à demi secrets subis par les colonnes de débarquement depuis environ le 1^{er} juillet.

Mais Primo aura à faire à forte partie. Les Rifains sont armés et bien décidés. Abd-el-Krim est à la tête de ses partisans. La fusillade est incessante dans la région de Tetouan. Les vingt-sept mille Espagnols engagés sur les différents centres d'opération (Lau et Chefchaouen) paraissent fort démoralisés. En tout cas, ils manquent totalement de l'enthousiasme qui seul anime les Rifains.

Si l'on songe que le désastre de Melilla n'a pas encore été réparé et que Primo avait solennellement promis le châtiement des responsables d'une part, le rétablissement de la situation d'autre part, et si l'on veut bien reconnaître que, présentement, la situation des Espagnols du Maroc est des plus précaires, on peut se demander si un nouveau Melilla, si dures qu'en puissent être les conséquences pour l'Espagne entière, n'aurait pas pour premier effet de libérer la Castille et la Catalogne du gouvernement dont elle se plaint.